

(A)

(N° 85)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 MARS 1919.

Projet de loi autorisant le Gouvernement à émettre des emprunts
en Belgique et à l'étranger ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. **WAUWERMANS**.

MESSIEURS.

Le projet de loi autorisant le Gouvernement à émettre des emprunts en Belgique et à l'étranger a été adopté à l'unanimité dans toutes les sections.

Il se justifie par les nécessités les plus impérieuses : permettre au Trésor de faire face aux dépenses ordinaires alors qu'il se trouve privé de la plus grande part des revenus qui, jadis, les couvraient; assurer les moyens financiers indispensables à l'œuvre de reconstitution.

De nombreux membres avaient exprimé le désir de voir fournir par le Gouvernement un exposé complet et détaillé de notre situation, l'indication de nos charges, l'état de prévisions des dépenses à effectuer.

Le Gouvernement se propose de soumettre tous ces éléments au Parlement, à l'occasion du dépôt du Budget.

Le montant des emprunts déjà réalisés, celui des emprunts à contracter apparaît comme considérable pour un pays dont la dette publique ne dépassait pas quatre milliards en 1914.

Il convient de considérer que les emprunts contractés par la Belgique au cours de la guerre, de même que ceux à contracter pour la liquidation de celle-ci, ne pourraient constituer des charges redoutables pour son avenir que si son droit à réparation intégrale n'était pas reconnu et consacré.

(1) Projet de loi, n° 81.

(2) La Section centrale, présidée par M. MECHelynck, était composée de MM. WAUWERMANS, MOYERSOEN, VAN HOEGAERDEN, ERNEST, SERVAIS et LIEBAERT.

Les sommes fournies par les emprunts ont, pour la presque totalité, la destination d'assurer des dépenses dont remboursement complet nous est dû.

Il faut liquider le compte du passé, et à ce compte de liquidation devra être imputé le déficit de nos Budgets pendant toute la période transitoire de reconstitution.

Notre dette, née de l'emprunt, a pour contre-partie une créance qui doit être privilégiée, mais dont la date de liquidation est incertaine.

Notre avenir ne pourrait être compromis que si nous nous laissions entraîner à dépenser sans compter; si, dans le domaine des Budgets ordinaires nous ne réalisons pas toutes les économies compatibles avec la bonne marche des services; si nous consentions à engager des dépenses extraordinaires étrangères au compte liquidation, et grevions imprudemment le Budget de l'État.

C'est la discussion du Budget de l'État qui doit fournir à bref délai l'occasion du contrôle nécessaire. Cette discussion serait prématurée aujourd'hui. Elle serait impossible à défaut d'éléments précis.

Et c'est l'absence de ces éléments, l'impossibilité de fixer le montant exact des dépenses nécessaires, qui ont amené des membres, dans plusieurs sections, à rechercher s'il y avait lieu de limiter dans les termes stricts de l'article 1^{er}, les pouvoirs du Gouvernement.

Les besoins auxquels le Gouvernement aura à faire face ne peuvent être précisés en ce moment. L'exposé des motifs n'en énumère qu'une partie. En ne tenant compte que de la réparation des dommages de guerre, de l'intervention de l'État dans celles des dépenses des provinces et des communes dont il assumera la charge; de la remise en état de nos chemins de fer, de nos routes et de nos canaux; le montant des emprunts qu'autorise le projet de loi serait notoirement insuffisant.

Pourrait-il, par des acomptes sur les indemnités qui nous reviennent, être pourvu à ces dépenses avant qu'elles doivent être liquidées pour totalité? Nous pouvons l'espérer, avoir confiance dans les négociations qui seront poursuivies à ces fins, dans l'équité et l'aide de nos alliés. Mais nul n'oserait l'affirmer. Et dès lors la question se pose de savoir s'il convient de procéder par voie d'autorisations et d'emprunts successifs.

Le chiffre de deux milliards de francs, fixé pour l'emprunt dans le projet de loi primitif pourrait être trop faible si l'on considère l'ampleur des besoins inéluctables du Trésor.

La Section centrale vous propose un amendement élevant ce chiffre à trois milliards et demi. Le Gouvernement usera de cette autorisation si les besoins du Trésor l'exigent.

En dehors du remboursement des Bons du Trésor visé à l'article 2 du projet, l'État peut se trouver en présence d'autres engagements à couvrir également par le produit de l'emprunt; le capital nominal à émettre éventuellement pour satisfaire à ces engagements doit venir, comme celui relatif à la consolidation des Bons du Trésor, en accroissement du montant de l'emprunt intérieur.

La clause prévoyant cet accroissement a été supprimée à l'article 2 ; elle fait l'objet d'un article 3 (nouveau) rédigé de manière à donner à la mesure proposée, une portée plus générale.

En ce qui concerne la fixation des modalités de l'emprunt, il est impossible de ne pas consentir au Gouvernement des pleins pouvoirs. Le type, le taux, l'amortissement, les commissions d'un emprunt ne peuvent faire l'objet d'un débat public ni d'un vote préalable du Parlement. Le Gouvernement doit pouvoir accomplir sous sa responsabilité tout ce qui constitue des mesures d'exécution.

Cependant, parmi les modalités de l'emprunt à prévoir expressément, peut figurer la garantie d'exonération de l'impôt sur le coupon ou clause de paiement net de toutes charges.

Il importe de viser dans le projet de loi cette clause pour permettre à l'État, expressément autorisé, de souscrire cette disposition contractuelle et éviter qu'une crainte de taxe sur le coupon vienne à peser sur l'émission.

La Section centrale, à l'unanimité de ses membres, vous propose l'adoption du projet de loi.

Le Rapporteur,

P. WAUWERMANS.

Le Président,

A. MECHÉLYNCK.

AMENDEMENTS.

Texte amendé
par la Section centrale.

ARTICLE PREMIER.

Afin de pourvoir au service du Trésor et d'assurer le paiement :

a) De la partie des dépenses publiques qui, par suite des événements de guerre, ne peut être couverte par les ressources générales du Budget des Voies et Moyens ;

b) Des dépenses à couvrir par l'État pour la réparation des dommages de guerre ;

c) *De celles des dépenses des provinces et des communes, nécessitées par les événements de guerre dont la charge serait reprise par l'État.*

Le Gouvernement est autorisé à émettre aux conditions qu'il déterminera, en Belgique et à l'étranger, un ou plusieurs emprunts à concurrence d'un capital nominal total de trois et demi milliards de francs (3,500,000,000 de francs).

ART. 2.

Tous les bons du Trésor belge actuellement en circulation, à l'exception des bons de restauration monétaire, créés en vertu de l'arrêté-loi du 9 novembre 1918, seront admis aux conditions à déterminer par le Gouvernement, à l'échange contre des obligations de l'emprunt intérieur autorisé par la présente loi.

Tekst door de Middenafdeeling
gewijzigd.

EERSTE ARTIKEL.

Ten einde in den dienst der Schatkist te voorzien en de uitbetaling te verzekeren :

a) Van het deel der openbare uitgaven, dat wegens de oorlogsgebeurtenissen niet kan gedekt worden door de algemeene inkomsten der Begrooting van 's Lands Middelen ;

b) Van de uitgaven, door den Staat te dekken tot herstel der oorlogsschade ;

c) *Van de uitgaven der provinciën en der gemeenten, die door de oorlogsgebeurtenissen zijn veroorzaakt en waarvan de last door den Staat mocht overgenomen worden.*

De Regeering wordt gemachtigd, onder de door haar bepaalde voorwaarden eene of meer leeningen in België en in het buitenland uit te schrijven tot een geheel nominaal bedrag van drie en half milliard frank (3,500,000,000 frank).

ART. 2.

Al de thans in omloop zijnde Belgische Schatkistbons, uitgezonderd de bons tot muntherstelling, uitgegeven krachtens het besluit-wet van 9 November 1918, kunnen, onder de door de Regeering te bepalen voorwaarden, ingewisseld worden tegen obligatiën van de binnenlandsche leening waartoe door deze wet machtiging is verleend.

ART. 3.

Le capital nominal des obligations qui seront émises en exécution de l'article 2, ou en vue d'éteindre d'autres engagements de l'État, viendra en accroissement du montant des emprunts.

ART. 4 (nouveau).

Le Gouvernement est autorisé à stipuler que les coupons des obligations à émettre seront exempts d'impôts ou taxes quelconques au profit de l'État, des provinces et des communes pendant toute la durée de l'emprunt.

ART. 3.

Het bedrag der leeningen wordt verhoogd ten beloope van het nominaal kapitaal der obligatiën uitgegeven, ter uitvoering van artikel 2 ofwel tot tenietdoening van andere verbintenissen van den Staat.

ART. 4 (nieuw).

De Regeering wordt gemachtigd te bepalen dat de coupons der uit te geven obligatiën voor den ganschen duur der leening zullen vrij zijn van eenige belasting of heffing ten bate van den Staat, van de provinciën en van de gemeenten.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 MAART 1919.

Ontwerp van wet waarbij de Regeering wordt gemachtigd tot het uitschrijven van leeningen in België en in het buitenland ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER **WAUVERMANS**.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van wet, waarbij de Regeering wordt gemachtigd tot het uitschrijven van leeningen in België en in het buitenland, werd door al de afdelingen eenparig goedgekeurd.

Door de meest dringende noodwendigheden wordt het gebillijkt: het heeft ten doel, de Schatkist in staat te stellen de gewone uitgaven te bestrijden, wanneer zij beroofd is van meest al de inkomsten, welke haar vroeger dekten, en de onontbeerlijke geldmiddelen te verschaffen tot het werk der herstelling.

Talrijke leden hadden den wensch geuit, dat de Regeering eene volledige en omstandige opgave van onzen toestand, de aanwijzing van onze lasten, den staat van de vermoedelijke uitgaven zou leveren.

De Regeering is van plan, al deze gegevens aan de Kamer voor te leggen bij het indienen van de Begrooting.

Het bedrag der reeds gesloten leeningen, dat van de latere leeningen, komt aanzienlijk voor, waar het geldt een land, waarvan de openbare schuld in 1914 niet vier milliard overschreed.

(1) Wetsontwerp, n^o 81.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer MECHERYNCK, bestond uit de heeren WAUVERMANS, MOYERNOEN, VAN HOEGAERDEN, ERNEST, SERVAIS en LIEBAERT.

Het dient te worden gezegd, dat de leeningen, door België aangegaan in den loop van den oorlog, evenals die welke moeten aangegaan worden om de kosten van den oorlog te vereffenen, alleen dan voor zijne toekomst een te durften last zouden kunnen uitmaken, wanneer zijn recht op volle herstel niet erkend en verzekerd mocht zijn. De door de leeningen opgebrachte sommen strekken, meerendeels, om de uitgaven te verzekeren, waarvan de volle terugbetaling ons verschuldigd is.

De rekening van het verleden moet vereffend worden en op deze eindrekening moet, gedurende geheel het overgangstijdperk der herstelling, het tekort van onze Begrootingen worden uitgetrokken.

Onze schuld wegens de leening heeft als tegenwaarde eene schuldvoordering die bevoorrecht moet worden, doch waarvan de betalingstermijn onzeker is.

Onze toekomst zou alleen dan in gevaar gebracht worden, wanneer wij onbezonnen uitgaven mochten doen; wanneer wij op de gewone Begrootingen niet al de mogelijke bezuinigingen deden zonder den geregelden gang der diensten te schaden; wanneer wij mochten overgaan tot buitengewone uitgaven buiten de vereffeningsrekening en de Staatsbegrooting op onvoorzichtige wijze mochten bezwaren.

Bij de behandeling van de Staatsbegrooting zal er binnenkort gelegenheid zijn om de noodige contrôle uit te oefenen. Thans zou deze behandeling voorbarig zijn. Zij zou onmogelijk zijn bij gebrek aan nauwkeurige gegevens.

En wegens het gemis van deze gegevens, wegens de onmogelijkheid om het juiste bedrag der noodige uitgaven vast te stellen, hebben, in verscheidene afdeelingen, sommige leden nagegaan of het noodig was de bevoegdheden der Regeering binnen de uitdrukkelijke bewoordingen van artikel 1 te beperken.

De uitgaven, welke de Regeering zal te bestrijden hebben, kunnen op dit oogenblik niet juist worden opgegeven. De memorie van toelichting vermeldt slechts een deel daarvan. Het bedrag der leeningen, waartoe het wetsontwerp machtiging verleent, zou blijkbaar ontoereikend zijn, bijaldien er slechts rekening werd gehouden met het herstel der oorlogsschade, met de bijdrage van den Staat in die uitgaven der provinciën en der gemeenten waarvan hij den last op zich nemen zal, en met de herstelling van onze spoorwegen, van onze wegen en van onze vaarten.

Zou men, door middel van voorschotten op de ons toekomende vergoedingen, in deze uitgaven kunnen voorzien voordat zij geheel uitbetaald worden? Wij hopen, bij de onderhandelingen welke daartoe zullen plaats hebben, te mogen vertrouwen op de rechtvaardigheid en de medehulp van onze verbondenen. Doch niemand zou zulks durven bevestigen. En bijgevolg kan men zich afvragen of men bij wijze van machtigingen en achtereenvolgende leeningen dient te werk te gaan.

Het cijfer van twee milliard frank, in het oorspronkelijk wetsontwerp voor de leening vastgesteld, zou te laag kunnen zijn, indien men de uitgebreide onvermijdelijke behoeften der Schatkist in aanmerking neemt.

De Middenafdeeling stelt U een amendement voor, waarbij dit cijfer tot op drie en half milliard wordt gebracht. De Regeering zal van deze machtiging gebruik maken, bijaldien de behoeften van de Schatkist zulks vereischen.

Buiten de terugbetaling der bij artikel 2 van het ontwerp bedoelde Schatkistbons, kan de Staat tegenover andere verbintenissen staan, welke insgelijks door de opbrengst der leening moeten gedekt worden; het bedrag der binnenlandsche leening moet worden verhoogd met het bij voorkomend geval uit te geven nominaal kapitaal om aan deze verbintenissen te voldoen, evenals met dat betreffende de vestiging der Schatkistbons.

De bepaling, welke deze verhooging voorziet, werd uit artikel 2 weggelaten; zij maakt het voorwerp uit van een nieuw artikel 3, derwijze opgesteld dat het aan den voorgestelden maatregel eene meer algemeene beteekenis geeft.

Wat betreft de vaststelling van de leeningsmodaliteiten, is het onmogelijk volle volmacht aan de Regeering te weigeren. Het model, het bedrag, de aflossing, het commissieloon van eene leening kunnen niet het voorwerp van een openbaar debat noch van eene voorafgaande stemming in het Parlement uitmaken. De Regeering moet, onder hare verantwoordelijkheid, kunnen doen al wat uitvoeringsmaatregelen uitmaakt.

Onder de uitdrukkelijk te voorzien leeningsmodaliteiten mag echter voorkomen de waarborg betreffende de vrijstelling van de belasting op de betaalcoupon of het beding van betaling vrij van alle lasten.

Het is noodig in het wetsontwerp te verwijzen naar deze bepaling, opdat de Staat, daartoe uitdrukkelijk gemachtigd, zich met deze op overeenkomst steunende bepaling kunne vereenigen en aldus vermijden dat vrees voor heffing op de coupon de uitschrijving zou benadeelen.

De Middenafdeeling stelt U eenparig voor, het wetsontwerp aan te nemen.

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.

AMENDEMENTEN.

Texte amendé par la Section centrale.	Tekst door de Middenafdeeling gewijzigd.
ARTICLE PREMIER.	EERSTE ARTIKEL.
Afin de pourvoir au service du Trésor et d'assurer le paiement :	Ten einde in den dienst der Schatkist te voorzien en de uitbetaling te verze- keren :
a) De la partie des dépenses publiques qui, par suite des événements de guerre, ne peut être couverte par les ressources générales du Budget des Voies et Moyens ;	a) Van het deel der openbare uitgaven, dat wegens de oorlogsgebeurtenissen niet kan gedekt worden door de alge- meene inkomsten der Begrooting van 's Lands Middelen ;
b) Des dépenses à couvrir par l'État pour la réparation des dommages de guerre ;	b) Van de uitgaven, door den Staat te dekken tot herstel der oorlogsschade ;
c) <i>De celles des dépenses des pro- vinces et des communes, nécessitées par les événements de guerre dont la charge serait reprise par l'État.</i>	c) <i>Van de uitgaven der provinciën en der gemeenten, die door de oorlogsge- beurtenissen zijn veroorzaakt en waar- van de last door den Staat mocht over- genomen worden.</i>
Le Gouvernement est autorisé à émettre aux conditions qu'il détermi- nera, <i>en Belgique et à l'étranger, un ou plusieurs emprunts à concurrence d'un capital nominal total de trois et demi milliards de francs (3,500,000,000 de francs).</i>	De Regeering wordt gemachtigd, onder de door haar bepaalde voor- waarden <i>eene of meer leeningen in België en in het buitenland uit te schrijven tot een geheel nominaat be- drag van drie en half milliard frank (3,500,000,000 frank).</i>
ART. 2.	ART. 2.
Tous les bons du Trésor belge actuel- lement en circulation, à l'exception des bons de restauration monétaire, créés en vertu de l'arrêté-loi du 9 novembre 1918, seront admis aux conditions à déterminer par le Gouvernement, à l'échange contre des obligations de l'emprunt intérieur autorisé <i>par la pré- sente loi.</i>	Al de thans in omloop zijnde Bel- gische Schatkistbons, uitgezonderd de bons tot muntherstelling, uitgegeven krachtens het besluit-wet van 9 Novem- ber 1918, kunnen, onder de door de Regeering te bepalen voorwaarden, in- gewisseld worden tegen obligatiën van de binnenlandsche leening waartoe <i>door deze wet</i> machtiging is verleend.

ART. 3.

Le capital nominal *des obligations qui seront émises en exécution de l'article 2, ou en vue d'éteindre d'autres engagements de l'État*, viendra en accroissement du montant des emprunts.

ART. 4 (nouveau).

Le Gouvernement est autorisé à stipuler que les coupons des obligations à émettre seront exempts d'impôts ou taxes quelconques au profit de l'État, des provinces et des communes pendant toute la durée de l'emprunt.

ART. 3.

Het bedrag der leeningen wordt verhoogd ten beloope van het nominaal kapitaal der obligatiën uitgegeven, ter uitvoering van artikel 2 ofwel tot tenietdoening van andere verbintenissen van den Staat.

ART. 4 (nieuw).

De Regeering wordt gemachtigd te bepalen dat de coupons der uit te geven obligatiën voor den ganschen duur der leening zullen vrij zijn van eenige belasting of heffing ten bate van den Staat, van de provinciën en van de gemeenten.

